

DÉLÉGATION RÉGIONALE DU CICR À DAKAR (POUR LE CABO VERDE, LA GAMBIE, LA GUINÉE-BISSAU ET LE SÉNÉGAL)

BULLETIN

JANVIER - DÉCEMBRE 2018



Nous avons le plaisir de vous présenter le bulletin de notre Délégation régionale de Dakar qui couvre le Cabo Verde, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal.

Dans ce numéro, nous souhaitons vous faire découvrir quelques activités du CICR habituellement moins connues du grand public. Le CICR étant le gardien du Droit international Humanitaire (DIH), la délégation s'investit afin de développer les connaissances et le respect de ce droit important auprès de différents acteurs directement concernés. Nous avons ainsi conduit plusieurs activités comme par exemple avec les Forces Armées de la Gambie, les autorités et autres institutions nationales au Sénégal, ou au niveau multilatéral avec la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Nous avons également initié pour la première fois une formation continue pour les magistrats du judiciaire sénégalais.

Dans le cadre de sa diplomatie humanitaire, la délégation s'efforce de faire entendre la voix des personnes affectées par les conflits armés, en plaidant auprès des décideurs politiques et de la société civile, comme en témoigne nos interventions lors du 5^{ème} Forum de Dakar pour la Paix et la Sécurité. Nous avons également organisé notre premier « Humanitarium », un espace de débats ouvert au public qui réfléchit sur les défis humanitaires actuels. Le thème des déplacés internes y fut abordé.

Bien évidemment nos activités en faveur des personnes affectées par la situation en Casamance continuent. Notre programme de soutien aux services vétérinaires dans le nord de la Guinée-Bissau en faveur tant des réfugiés sénégalais que de la population résidente a pris fin grâce au renforcement des capacités du personnel sur place. Un soutien ponctuel dans deux villages de Casamance leurs a permis de labourer une terre laissée en jachère depuis de longues années et ainsi relancer la production. En étroite collaboration avec les autorités et une association de victimes de mines, nous continuons d'accueillir des personnes vivant avec un handicap à cause de mines en Casamance, au centre orthopédique à Bissau qui, grâce au soutien du CICR, peut leur offrir des services d'appareillage de qualité. Notre projet pilote en faveur des familles de migrants disparus est entré dans sa deuxième phase. Enfin nous avons remis aux autorités gambiennes nos recommandations sur la question de la prise en considération des disparus dans le cadre du processus de justice transitionnelle.

Ces quelques exemples illustrent la variété des activités que mènent quotidiennement nos équipes. Je profite de cette occasion pour vous remercier toutes et tous pour le soutien que vous nous accordez tout au long de l'année.

Bonne lecture!
Christoph Luedi, Chef de la Délégation régionale

PROMOUVOIR UNE CERTAINE HUMANITÉ AU CŒUR DES CONFLITS

Le droit international humanitaire (DIH) est un des outils les plus puissants dont dispose la communauté internationale pour que la sécurité et la dignité des personnes soient respectées lors de conflits armés. Gardien du DIH, le CICR s'emploie à en promouvoir les principes auprès de publics variés, concernés par le respect de ce droit, tels que les porteurs d'armes et les autorités nationales notamment.



Des magistrats sénégalais entament une formation continue

En partenariat avec le Centre de Formation judiciaire du Sénégal, nous avons mis sur pied une formation continue en DIH à l'attention de 15 magistrats des ressorts des 5 Cours d'appel du pays. « *La répression pénale des infractions graves au DIH est un élément essentiel pour en assurer le respect* », explique un participant.

La responsabilité des Etats

La mise en œuvre des dispositions du DIH dans la législation nationale est d'ailleurs une tâche permanente qui relève en premier lieu de la responsabilité des Etats. Grâce notamment aux efforts de sensibilisation du CICR, le gouvernement du Sénégal a décidé de manière formelle en novembre 2018 d'élargir les compétences du Conseil Consultatif National des Droits de l'Homme au droit international humanitaire (CCNDHDIH). Il s'agit d'une structure intergouvernementale de coordination ayant pour tâche de conseiller et d'assister le gouvernement sur ces questions.

L'armée Gambienne à l'école du DIH

Le CICR n'a certes pas vocation à faire de chaque militaire un juriste, mais il lui importe que chaque décision de combat considère à la fois les impératifs opérationnels et les aspects humanitaires, en particulier ceux concernant les précautions à prendre vis-à-vis de la population civile. Un atelier de formation au profit de 25 participants des Forces Armées Gambiennes a ainsi permis de discuter de sujets variés liés au respect des principes de base du droit international humanitaire durant la conduite des opérations.

La CADHP également ...

En juillet 2018, nous avons organisé à Banjul un séminaire sur le DIH à l'intention des commissaires de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Cette formation, une première en son genre, a abordé de manière très interactive des thèmes tels que les classifications des situations de violence, les principes fondamentaux de distinction, de proportionnalité et de précaution, ainsi que la complémentarité du DIH et des Droits Humains. L'objectif de ce séminaire était de renforcer les compétences des commissaires pour une meilleure prise en compte du DIH.

Le rôle des tribunaux nationaux ainsi que des magistrats sénégalais dans la mise en œuvre du DIH est crucial. Cette formation va renforcer le cadre de référence du secteur judiciaire dans la prise en compte et la détermination de la répression des crimes de droit international.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES VICTIMES DES CONFLITS ARMÉS ET DE VIOLENCE

Dans le cadre de la 4^e édition du cours régional de DIH pour les professionnels de l'humanitaire, la délégation a organisé en octobre une conférence-débat sur la thématique des « *Déplacements internes, entre défis sécuritaires et mouvements de population en Afrique de l'Ouest* », un événement qui a attiré une centaine de personnes à l'Université Cheikh Anta Diop. A cette occasion, nous avons accueilli le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires juridiques, Joao Miguel Ferreira de Serpa Soares, et Mme Maya Sahli-Fadel, la rapporteure spéciale de l'Union africaine sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les migrants en Afrique.



Georges Yameogo/CICR

La directrice régionale du CICR pour l'Afrique a par ailleurs assisté en novembre au 5^e forum international de Dakar pour la paix et la sécurité. Elle a animé un atelier sur le rôle des acteurs humanitaires et le respect du droit dans la résolution des conflits, alors que le chef de délégation est intervenu dans un atelier sur la protection des civils dans les situations de conflit.

DES VICTIMES DES MINES EN CASAMANCE BÉNÉFICIAIRE DE L'EXPÉRIENCE DE BISSAU

Le Centre de Réhabilitation Moteur (CRM), le seul de ce type que compte le pays, a pris en charge le traitement et l'appareillage d'environ 90 patients amputés, victimes de mines ou d'engins explosifs, en provenance de Casamance. Ces dizaines de victimes bénéficient de l'accord conclu entre le CICR, le Centre national d'actions anti-mines du Sénégal (Cnams) et l'Association des

victimes des mines, devenue l'Initiative solidaire d'actions de développement (Isad).

Depuis 2015, également avec le soutien du CICR, le CRM a facilité le traitement de plus de 140 enfants atteints de pied bot, selon la méthode dite de Ponseti. En 2018, le CICR a d'ailleurs organisé une formation sur cette méthode particulière pour une quinzaine de techniciens et médecins.



José Cendon/CICR



Julia Unger/CIOR

CASAMANCE : DES JARDINS MARAICHERS POUR SURVIVRE

Dans les zones rurales de la Casamance, l'économie des ménages est fortement supportée par les femmes. Cependant, l'insécurité engendrée par le conflit, l'enclavement de certaines zones, l'accès limité aux ressources naturelles et aux champs ont accru leur précarité, les rendant ainsi davantage vulnérables.

Par le biais de projets communautaires, nous accompagnons ces femmes dans leurs efforts de résilience. Cet accompagnement inclut l'aménagement de jardins maraîchers équipés de puits et de système d'exhaure d'eau, de petits matériels de maraîchage et semences, afin de développer des activités agricoles permettant de dégager des revenus.

Des femmes du village de Djinéa Djilacounda dans la commune de Djibidione, département de Bignona, ont ainsi bénéficié d'un tel projet. Elles ont pu s'adonner à la production d'oignon, laitue, jaxatou (aubergine africaine), tomate, aubergine, piment, chou, oseille, gombo etc., pour augmenter leurs revenus financiers et améliorer l'alimentation de leurs ménages. « Avant la mise en oeuvre du projet, on avait qu'un seul repas par jour. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'assurer quotidiennement deux repas et parfois même le pe-

tit déjeuner. En plus, les productions maraîchères ont contribué à la nette amélioration de notre alimentation », témoigne une habitante de Djinéa Djilacounda.

Avec les revenus générés dans la production maraîchère, les femmes bénéficiaires contribuent également à la couverture d'autres besoins familiaux et personnels tels que la scolarité des enfants, les soins de santé primaires, la nourriture, l'habillement, les cotisations associatives, l'épargne.

Les productions sont parfois également écoulées vers la Gambie, d'où en retour, les femmes s'approvisionnent en denrées de première nécessité pour leurs familles ou pour faire le petit commerce. Le transport des productions pour la vente se fait souvent à pied ou par charrette. Ainsi, pour faciliter le transport et l'écoulement des productions dans les zones éloignées des lieux de production, des motos tricyles ont été mises à la disposition des communautés à Kabékel, Djirème et Djilacoumoune.



NOUS CULTIVONS À NOUVEAU LE RIZ GRÂCE AU LABOUR MÉCANISÉ

En Casamance, les terres cultivables de certains villages sont restées abandonnées et inexploitées durant de nombreuses années. Les habitants, qui avaient alors fui les effets du conflit armé, sont de retour chez eux et ont reçu un soutien sous forme de labour mécanisé.

« Notre vallée rizicole est restée plus de 25 ans sans être cultivée. Le sol est devenu tellement compact que nos mains ne peuvent pas faire le travail. Nous avons donc sollicité la Croix-Rouge pour nous aider à labourer la terre avec un tracteur », se confie Abdou, chef du village de Baraca Bounao/Tendaba.

Avec Sémène, un autre village du sud de la Casamance, une dizaine d'hectares de terre a été labourée grâce au tracteur alloué pour ameublir les sols devenus trop dur. *« Le tracteur a vraiment facilité notre travail. Il a permis aux populations qui partagent la même vallée de pouvoir cultiver et repiquer le riz dans les rizières, après de longues années d'abandon »*, explique Kinta, une habitante de Labycinthe.

La culture du riz constitue une des activités agricoles traditionnelle des communautés, mais elle

est malheureusement restée longtemps délaissée par faute d'accès, ce qui a favorisé l'envahissement de plantes nuisibles et la remontée du sel. Grâce à des semences de riz de qualité adaptées aux différentes zones et un accompagnement de suivi, environ 70 familles équipées d'instruments locaux (daba, kadiandou etc.) ont ainsi pu exploiter à nouveau les parcelles de rizières aménagées durant la saison des pluies écoulée.

« Nous avons déjà ramené le riz à la maison ! Des oiseaux granivores et autres rongeurs nous ont certes beaucoup fatigué, mais nous avons quand même pu récolter le riz, et nous pourrions même en garder une partie comme semences pour la saison à venir », se réjouit Aissatou, de Baraca Bounao.

GUINÉE-BISSAU : POUR ALBERT ET FOSTINO, LA SANTÉ DU TROUPEAU EST UNE QUESTION DE SURVIE

Dans le cadre de son programme de santé animale, le CICR a collaboré ces 7 dernières années avec la direction des services vétérinaires de la Guinée-Bissau afin de renforcer les capacités des auxiliaires vétérinaires de la région de Cacheu dans le nord du pays. Ces formations étaient accompagnées de dons en médicaments et équipements, ainsi que de sensibilisations des éleveurs à travers des émissions radio, pour une meilleure prise en charge de la santé des animaux.

Albert est éleveur dans le village de Pundam, dans une contrée où se sont installées des communautés venues de la Casamance voisine, qui ont fui la violence liée à la crise. « L'élevage est notre seule source de revenus et le bétail notre patrimoine. Habituellement, nos troupeaux servent à nourrir la famille, et lorsqu'il nous arrive de devoir vendre des bêtes, c'est surtout pour remédier aux imprévus. En cas d'épidémie, c'est la catastrophe !

Nous avons donc besoin de vaccins, de médicaments et d'un service vétérinaire efficace. C'est en recourant aux services des auxiliaires vétérinaires que mes troupeaux sont devenus bien portants et que le reste du village a suivi mon exemple».

Fostino Augusto, un éleveur du même village, se rappelle : « En 2014, une forte mortalité a décimé une vingtaine de bœufs de mon troupeau, et j'ai été obligé de brader 7 autres têtes à vil prix. Cela m'a fait très mal ! Je suis alors entré en contact avec Ablaye Sano, un auxiliaire vétérinaire soutenu par le CICR, pour m'aider à soigner la quarantaine de bêtes qui me restait. Il y a une nette amélioration de la santé de nos animaux et une diminution de la mortalité, mais des maladies continuent de se déclarer parfois dans les troupeaux. Je n'ai pas toujours les moyens de faire recours aux services des auxiliaires, mais ils acceptent de faire le traitement à crédit, que nous soldons après les récoltes de noix d'anacarde ».



Lazar Sagna/CICR

L'appui fourni par le CICR est arrivé à son terme en fin 2018. Les services vétérinaires de la Guinée-Bissau, qui se sont fortement impliqués dans l'accompagnement des auxiliaires, sont prêts à relever les défis majeurs afin de pérenniser ces activités. Son directeur Dr Ivo Mendes en est convaincu :

« Avant, la mortalité des animaux était plus élevée. Avec les interventions des auxiliaires vétérinaires et l'accompagnement de nos services, la santé animale s'est beaucoup améliorée, la production a également augmenté ainsi que les revenus des éleveurs. Les auxiliaires sont déjà bien formés, ils sont maintenant en mesure de mener les activités de santé animale dans les localités visées et gagner aussi leur vie. »

LA JOURNÉE DU 8 MAI CÉLÉBRÉE AU CABO VERDE

La Journée mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est célébrée le 8 mai pour marquer le jour anniversaire de la naissance du fondateur de notre Mouvement, Henry Dunant. A cette occasion, la Croix-Rouge du Cap-Vert, soutenue par le CICR, organise des manifestations et activités variées au sein des communautés locales afin de mettre en lumière son rôle dans le pays. Comme chaque année, elle a notamment entrepris une activité de sensibilisation à l'hygiène dans les milieux carcéraux.

MIGRANTS PORTÉS DISPARUS : LA DOULEUR DES FAMILLES CONTRAINTES À L'INCERTITUDE

Derrière chaque migrant disparu, il y a une famille bouleversée. L'absence de nouvelle sur le sort d'un être cher engendre des situations personnelles très douloureuses. Grâce au « projet d'accompagnement aux familles de migrants portés disparus » du CICR et de la Croix-Rouge sénégalaise, plus de 200 foyers ont bénéficié d'un soutien psychosocial depuis le début du projet. Des dizaines de familles particulièrement vulnérables – essentiellement des femmes – ont également pu bénéficier d'un soutien financier de la part du CICR, afin de démarrer une activité génératrice de revenus pour subvenir à leurs besoins essentiels.

On a tout vendu depuis le départ de Victor

Vincent et Martine n'ont plus de nouvelles de leur fils aîné Victor depuis 10 ans. Il a quitté son village Keur Daouda en 2007, pour se rendre en Espagne après avoir embarqué sur un bateau de fortune sur les côtes mauritaniennes. « Notre vie risque de ne plus jamais être comme avant. Victor était le pilier de notre famille. Son père n'a plus la force de travailler. Il s'est fait opérer 5 fois depuis le départ de Victor », explique Mathilde.

Il a décidé de braver la mer

Le fils d'Insa a disparu à l'âge de 18 ans. Il a pris une pirogue pour quitter le Sénégal. Au début, Insa ne voulait pas parler de son fils. Devenu par la suite le président de l'association des familles de migrants disparus de Pilote-Barre, il se confie : « J'étais au courant de son départ. Mais je n'avais pas d'autres choix que de formuler des prières pour son voyage. La disparition d'un fils est toujours dure pour un père. C'est insupportable. Je reste des jours sans retrouver le sommeil, je vis ma tristesse au quotidien. On vit grâce à la mer, mais chaque fois qu'on met nos pirogues à l'eau, l'image de nos enfants nous revient ; l'incertitude que la mer renferme sur le sort de nos enfants, le danger qu'elle représente à nos yeux. Mais je n'ai pas le choix, il faut nourrir ma famille. »

J'avais perdu goût à la vie

Birame ne sais plus rien du sort de Badou depuis 13 longues années. Lorsqu'il a disparu, son fils était à peine âgé de 23 ans. Avec une bande d'amis de Thiaroye-sur-mer, il a embarqué un jour sur une pirogue de fortune pour rejoindre l'Espagne par la Méditerranée. « Depuis ce jour, je n'ai plus de nouvelles de mon fils et de ses 84 autres camarades. J'ai fait le tour des marabouts, voyants et féticheurs ; je fais toutes sortes de prières et de sacrifices dans l'espoir de retrouver mon fils. À présent, la prière reste mon seul espoir. J'avais perdu le sommeil, je faisais des cauchemars chaque fois que je fermais les yeux. La mort ne m'effraie pas, je suis une croyante, mais ce qui est dur c'est le doute, l'ignorance, l'incertitude qui perdure. »

GAMBIE : ACCOMPAGNER LES EFFORTS AUTOUR DE LA QUESTION DES PERSONNES DISPARUES

En juin 2018, une équipe du CICR composée d'experts en domaines variés (Protection, Médecine Légale, Santé mentale) s'est rendue en Gambie afin d'avoir une meilleure compréhension du processus en cours sur la justice transitionnelle, notamment dans le cadre de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparation. L'attention s'est particulièrement portée sur les personnes disparues et leurs familles. Des recommandations ont été partagées sur la question des personnes disparues et de leurs familles restées derrière, les besoins en médecine légale, la nécessité de se doter d'une base de données, la sensibilisation du grand public, etc.



FAITS MARQUANTS 2018

SUBVENIR AUX BESOINS ESSENTIELS

 **239** familles (soient près de **1 480** personnes) de retour dans leurs villages d'origine en Casamance ont reçu des semences de qualité et au besoin du matériel pour améliorer la production agricole.

10 478 animaux (bovins, ovins et caprins) ont été traités contre certaines pathologies animales majeures par des auxiliaires vétérinaires soutenus par le CICR.

655 personnes déplacées à cause du conflit en Casamance ont bénéficié d'une aide financière pour se lancer dans des activités génératrices de revenus.

42 villages en Casamance ont bénéficié d'un soutien pour la relance de l'économie des ménages. Le CICR a également mobilisé **579** personnes pour réhabiliter **3** digues de **5** villages afin d'améliorer la production de riz.

ASSURER L'ACCES A L'EAU ET AMELIORER L'HABITAT ET L'ASSAINISSEMENT

 **1 127** villageois en Casamance ont bénéficié d'un accès à l'eau potable amélioré grâce à la construction de **6** puits et l'installation de **4** pompes manuelles. Par ailleurs, **35** pompes à mains ont été réparées grâce à l'intervention d'artisans mécaniciens formés.

2 594 personnes de retour dans **43** villages en Casamance ont reconstruit leurs maisons et bénéficié de donation en matériaux nécessaires de couverture (tôles, bois, pointes).

2 940 personnes dans **14** villages ont bénéficié d'un appui pour la construction de **150** latrines traditionnelles améliorées.

RENDRE VISITE AUX PERSONNES PRIVEES DE LIBERTE

 Au Sénégal, **11** établissements pénitentiaires hébergeant plus de **4 100** détenus ont été visités, avec la pleine coopération des autorités responsables. **67** détenus enregistrés par le CICR sont suivis individuellement. En Guinée-Bissau, **10** détenus ont été enregistrés

et suivis individuellement dans trois lieux de détention. Ceux qui en ont exprimé le besoin ont pu échanger des nouvelles d'ordre familial avec leurs proches.

SOUTIEN AUX FAMILLES DE MIGRANTS DISPARUS

 Au Sénégal, **101** familles de Migrants Disparu ont bénéficié différentes formes d'accompagnement, y compris un soutien psychosocial, dans **52** localités dans les régions de Tambacounda et de Casamance (départements de Tambacounda, Goudiry, Vélingara et Kolda).

PROMOUVOIR LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE (DIH)

 **1 777** membres des forces armées et de la Gendarmerie au Sénégal ont été sensibilisés au DIH.

25 membres des forces armées Gambiennes et **15** officiers des Forces armées de la Guinée-Bissau ont été sensibilisés au DIH et aux activités du CICR.

33 autorités locales et membres de la société civile en Casamance, ainsi que **172** étudiants en Guinée-Bissau et au Sénégal, ont été sensibilisés aux principes humanitaires et au mandat du CICR.

COOPERER AVEC LES SOCIETES NATIONALES

 Au Sénégal, **36** formateurs et **21** moniteurs en Premiers Secours de la Croix-Rouge Sénégalaise ont reçus diverses formations renforçant leur capacité pour répondre aux urgences humanitaires.

38 formateurs en Premiers Secours des Croix-Rouge de Gambie, Guinée-Bissau et Cap-Vert ont bénéficié de recyclage en gestes qui sauvent et sensibilisés aux règles de sécurité.

42 membres des forces de l'ordre Gambienne, ont également reçu une formation en Premiers Secours de la part de la Société nationale, appuyée par le CICR.

Délégation régionale du CICR à Dakar
(Pour le Cabo Verde, la Gambie,
la Guinée-Bissau et le Sénégal)

Rue 7 x B, Point E, BP 5681 Dakar-Fann
T +221 33 869 13 69 F +221 33 824 14 16
dak_dakar@icrc.org www.icrc.org
© CICR, février 2019

 facebook.com/icrc
 twitter.com/icrc
 instagram.com/icrc